

La circonscription que j'ai l'honneur de représenter est en majeure partie rurale et mes commettants doivent parcourir de longues distances pour se rendre à leur travail. C'est particulièrement vrai dans le cas du comté de Dufferin où presque toute la population de Shelburne, Grand Valley et Orangeville se rend chaque jour à Brampton et Bramalea ou même à Toronto. La situation est la même dans d'autres régions où les gens doivent se rendre travailler à Owen Sound, Kitchener-Waterloo ou Guelph. Cette nouvelle taxe aura un effet catastrophique sur mes commettants, que l'échec des politiques de logement du gouvernement a forcés de s'éloigner de la ville parce qu'ils ne pouvaient plus se permettre de vivre à proximité de leur travail. Ce sont eux qui devront faire les frais de la prodigalité du gouvernement.

Le ministre des Finances a prétendu que l'objet de son budget était de remédier à la récession et à l'inflation. Il est évident à quiconque lit l'exposé budgétaire qu'au lieu de présenter des solutions au problème économique, il est en réalité destiné à recueillir de nouveaux revenus pour le gouvernement, le ministre ayant si mal jugé notre situation économique quand il nous a engagés dans des programmes de dépenses massives lors des budgets précédents. Les grands dépensiers comme le ministre des Finances se tirent très bien d'affaire lorsque l'économie est en croissance rapide; les recettes fiscales accrues tirées des bénéfices considérables et des revenus élevés couvrent le coût des programmes coûteux que lui et ses collègues ont préconisés. Mais lorsque l'économie ralentit, que les bénéfices diminuent et que les revenus des particuliers commencent à fléchir parce que des centaines de milliers de Canadiens sont mis à pied, le coût des programmes sociaux comme l'assurance-chômage, le recyclage de la main-d'œuvre, les suppléments de pension et le bien-être augmente considérablement.

Tel est le mur auquel s'est trouvé acculé le ministre des Finances lorsqu'il a élaboré son budget. L'inflation créée en partie par son gouvernement gonflait le coût des programmes gouvernementaux. Bien des victimes de la récession voulaient puiser à la Trésorerie nationale et les recettes fiscales avaient diminué parce que les bénéfices fléchissaient et que beaucoup de chômeurs se retrouvaient avec un revenu inférieur. Donc, le soir du 23 juin, le ministre des Finances a dû annoncer une réduction des dépenses de 1 milliard de dollars pendant que le budget dépassait d'environ 2 milliards celui de l'an dernier. Il a dit que c'était là une preuve de la volonté de modération du gouvernement.

Le chef du parti libéral ontarien n'a pas été long à se rendre compte des répercussions que le budget du gouvernement fédéral ne manquerait pas d'avoir sur l'Ontario. Lui qui, deux semaines plus tôt, avait accueilli sur sa ferme le manège du premier ministre, a déclaré que les libéraux fédéraux ne l'avaient pas consulté au sujet du budget, ajoutant qu'à son avis, il n'existait à peu près pas de lien entre le parti libéral fédéral et les partis libéraux provinciaux. Pourtant, je suis demeuré perplexe, le jour où le gouvernement ontarien a présenté son mini-budget, lorsque j'ai constaté que tous les ministériels arboraient un œillet rouge à leur boutonnière pour commémorer la victoire électorale de l'année dernière. Je n'ai pu cependant vérifier la rumeur selon laquelle, à Toronto ce jour-là, M. Nixon arborait quant à lui du ne m'oubliez pas.

Taxe d'accise—Loi

Le mini-budget ontarien de lundi dernier visait à remédier aux pires effets du budget fédéral sur cette province qui souffre démesurément de la récession actuelle et qui sera encore plus frappée par les nouvelles propositions du ministre des Finances. Il vaut la peine de considérer les répercussions qu'aura sur ma province d'origine la mauvaise administration de l'économie par le gouvernement fédéral, parce que c'est l'Ontario plus que toute autre province qui a porté le fardeau financier de la confédération.

Il est souvent populaire, non seulement à la Chambre des communes mais en diverses régions du Canada, de parler en mal des contributions politiques et économiques de l'Ontario. Je pense toutefois que, si l'on se donnait la peine d'examiner le compte rendu, on se rendrait compte que les députés ontariens ont moins tendance à intervenir pour réclamer des concessions spéciales ou défendre leur province que les députés représentant les autres provinces. Il commence à être temps que l'on reconnaisse les avantages énormes que les Ontariens ont été heureux d'accorder au reste du pays ces 100 dernières années. C'est l'Ontario, dont l'économie axée sur la transformation est fondée sur l'industrie secondaire, qui a le plus souffert de la récession du gouvernement; c'est notre taux de chômage qui s'est élevé plus rapidement que celui de toute autre province.

● (1740)

Même avant le budget du 23 juin, le taux de chômage était censé atteindre 5.6 p. 100 cette année en Ontario. Le budget Turner le fera sûrement passer à 6.1 p. 100. Avant le budget, on prévoyait que le produit provincial brut augmenterait de .7 p. 100. Maintenant, on prévoit moins de la moitié, soit une hausse de .3 p. 100.

M. Andras: Qui prévoit cela? Darcy McKeough?

M. Beatty: Oui, Darcy McKeough. Le fait que le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration (M. Andras) soit entré dans l'arène m'intrigue, parce que ses collègues du parti libéral et lui-même auront très bientôt l'occasion, à l'instar de mon ami le député de Nickel Belt, d'expliquer l'attitude de leur parti aux électeurs ontariens et de savoir ce que les Ontariens pensent des initiatives provinciales et fédérales. Cet automne, le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration aura de quoi réfléchir sur les activités de ses collègues et sur ses activités au niveau fédéral.

D'après le ministère provincial des Finances, de l'Économie et des Affaires intergouvernementales, les politiques fédérales du budget de juin priveront l'économie ontarienne de 740 millions de dollars de plus par année. Les hausses de prix de 1974 et de 1975 feront payer au consommateur ontarien au-delà de 1 milliard et demi de dollars de plus pour l'énergie au cours d'une année.

Dans la pratique, comme le ministre provincial de l'Énergie l'a laissé entendre, les propositions du budget Turner visant à augmenter le prix du pétrole de 5c. le gallon dès le mois d'août et à ajouter une taxe d'accise de 10c. au prix de l'essence équivalent à faire mourir le consommateur ontarien à petit feu. Les citoyens de l'Ontario sont bien prêts à accepter une légère hausse du prix de l'essence si on peut leur démontrer qu'une telle hausse est nécessaire à la découverte de nouveaux gisements de pétrole et sera affectée à l'exploration.